

pour nous assurer que cette aide profite bien aux personnes concernées.

Notre ministre a l'occasion de suivre les traces des grands hommes d'État canadiens qui ont marqué la scène internationale, et il en a également la capacité. Je pense à Lester Pearson et à Pierre-Elliott Trudeau. Qu'il ne soit pas craintif. Le Canada ne souhaite rien de tel de sa part. Comme le ministre l'a admis lui-même, le rapport du comité mixte spécial foisonne de bonnes idées...

[Français]

... qui reflète, je dois dire, une philosophie, des idées et les inquiétudes des Canadiens de chaque coin de notre pays. Les Canadiens, aujourd'hui, insistent sur le fait que notre pays, par l'entremise du ministre, par l'entremise de son gouvernement, joue un rôle de premier plan dans l'arène internationale.

Malgré les éléments positifs... j'ai presque terminé, monsieur le Président, si vous pouvez me donner 15 secondes, même pas. Malgré les éléments positifs de la réponse au rapport du Comité tels que l'engagement d'augmenter le nombre d'étudiants étrangers au Canada par l'entremise des bourses offertes par l'ACDI ainsi que plusieurs aspects de la politique touchant aux droits de la personne, le gouvernement n'a pas accepté comme il faut les défis ainsi que les opportunités que j'ai soulignées au cours de ces commentaires ce matin.

[Traduction]

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais, moi aussi, remercier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) d'avoir fait parvenir sa réponse aux critiques de l'opposition hier soir, ce qui nous a valu une nuit blanche à lire ce document très détaillé.

Je voudrais exprimer ma satisfaction à propos de cette réforme parlementaire qui accorde une certaine période de temps au ministre pour répondre aux rapports des comités. Je crois que nous devrions demander au comité parlementaire pertinent de réserver, si possible, du temps de débat pour ces rapports, surtout lorsqu'il s'agit d'un document aussi volumineux que le rapport du comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada. Au demeurant, je vais entretenir la Chambre de ce rapport puisque j'ai été un membre très actif de ce comité.

Je trouve que la réponse du ministre au comité n'avait pas l'envergure du rapport du comité proprement dit. Je regrette, de devoir dire au ministre que, tout bien pesé, en comparaison du rapport, sa réponse démontre combien le gouvernement et le ministre deviennent réactionnaires. Ce n'est pas une réponse qui reprend les initiatives avant-gardistes et progressistes que recommande souvent le comité. Nous déplorions que le comité n'ait pas fait davantage dans certains domaines, non seulement en ce qui concerne la mission canadienne à Managua, mais aussi sur d'autres questions.

Ce qui me frappe dans la réponse du gouvernement au comité, c'est qu'il s'aligne de plus en plus sur la politique internationale de Reagan sous bien des rapports. Quand il ne s'aligne pas sur Reagan, il navigue dans le sillage de Mme Thatcher malheureusement. Je songe surtout à sa politique à l'égard de l'Afrique du Sud. Dans les quelques minutes dont je dispose, je voudrais m'arrêter à une demi-douzaine de recommandations

du comité, et montrer que dans sa réponse le gouvernement fait exactement ce que je viens de dire.

En réponse à la recommandation 16a qui demande qu'on réaffirme l'interprétation stricte du traité sur les missiles antibalistiques selon laquelle toute recherche sur les systèmes de défense est interdite sauf la recherche fondamentale, le ministre déclare que, selon le gouvernement, la principale priorité de la communauté internationale devrait être d'en arriver à une réduction radicale mutuellement acceptée et vérifiable des forces nucléaires des superpuissances. Le gouvernement continuera d'inciter les États-Unis et l'Union soviétique à maintenir le traité sur les missiles antibalistiques jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité. Cela signifie que le ministre a accepté la doctrine reaganienne du révisionnisme. Ce n'est pas du tout ce que le comité a recommandé, et je trouve cette politique très décourageante.

A la recommandation 16^e qui vise à empêcher une course aux armements dans l'espace, le gouvernement répond que le Canada contribue très activement à l'étude de ce sujet à la conférence sur le désarmement. Il déclare que le groupe canadien de recherches sur la vérification a commandé des recherches sur la vérification dans l'espace pour servir de base à de futures propositions canadiennes. La réponse ne nous dit pas du tout comment le Canada contribue à empêcher le déclenchement d'une course aux armements dans l'espace.

● (1210)

En matière d'aide extérieure, le gouvernement est aussi rétrograde que l'étaient les libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir. Le gouvernement n'accepte pas la recommandation du comité voulant qu'on vise de nouveau à consacrer 0,7 p. 100 du produit national brut à l'Aide Publique au Développement d'ici 1990. Il se fixe plutôt comme objectif d'affecter 0,6 p. 100 du PNB à l'aide étrangère d'ici le milieu de la prochaine décennie. C'est un recul terrible qui décevra beaucoup les autres membres du comité.

J'ai mentionné l'Afrique du Sud il y a un instant. Le comité a recommandé que le Canada prenne immédiatement des mesures pour imposer des sanctions économiques complètes, qu'il tente de les faire adopter par le plus grand nombre possible de pays du Commonwealth et qu'il encourage les pays qui ne sont pas membres du Commonwealth à prendre des mesures semblables. Le gouvernement a répondu en fait qu'il userait d'une tactique plus judicieuse en imposant «des sanctions limitées qui frapperont l'apartheid sans détruire l'économie sud-africaine dont dépendent les noirs». On aurait cru entendre Mme Thatcher. Les noirs eux-mêmes ont demandé des sanctions économiques complètes et le ministre le sait. Il fait marche arrière pour cette question également.

Je citerai un dernier exemple, puisque je ne dispose pas de suffisamment de temps pour commenter toutes les réponses du gouvernement. Le comité a recommandé que le Canada exerce des pressions sur les États-Unis et l'Union soviétique pour que la région de l'Arctique soit démilitarisée. Dans un jargon administratif incroyable dont, soit dit en passant, cette réponse est remplie, le gouvernement a conclu qu'il ne semble pas possible de démilitariser l'Arctique. Il ne dit même pas s'il va essayer d'aborder la question avec l'Union soviétique et les États-Unis.